

Bruxelles, le 5.2.2019  
C(2019) 693 final

**DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du 5.2.2019**

**relative au financement de la mesure individuelle en faveur de  
la République de Côte d'Ivoire**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 5.2.2019

### relative au financement de la mesure individuelle en faveur de la République de Côte d'Ivoire

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>1</sup>, et notamment son article 9, paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>2</sup>, et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) Afin d'assurer la mise en œuvre de la mesure individuelle en faveur de la République de Côte d'Ivoire, il est nécessaire d'adopter une décision de financement. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées en vertu de l'article 215 du TFUE<sup>3</sup>.
- (3) La Commission a adopté le programme indicatif national<sup>4</sup> pour la période 2014-2020 qui établit les priorités suivantes : contribuer à la consolidation de la paix et de l'Etat de droit et au développement inclusif et durable de la Côte d'Ivoire, renforcer la sécurité alimentaire par la modernisation et le développement durable du monde rural et l'amélioration des performances des filières vivrières, contribuer au redressement du secteur électrique de la Côte d'Ivoire et l'aider à assurer sa sécurité énergétique en vue de fournir aux populations de l'énergie de qualité et à moindre coût.
- (4) L'objectif poursuivi par la mesure à financer au titre de l'accord interne relatif au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED)<sup>5</sup> (ci-après l'«accord interne») consiste à assurer de manière durable la sécurité énergétique de la Côte d'Ivoire.
- (5) La Commission a créé la « Plateforme d'investissement pour l'Afrique » avec l'objectif de contribuer à la réduction de la pauvreté en favorisant les investissements,

<sup>1</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

<sup>3</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

<sup>4</sup> Décision de la Commission du 3.6.2014 relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et la République de Côte d'Ivoire C(2014) 3586 final du 3.6.2014.

<sup>5</sup> Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1.

notamment dans les infrastructures dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'agriculture, de l'environnement, de l'eau et de l'assainissement. Cette plateforme, à travers des mécanismes de *blending*, favorisera le développement socioéconomique des pays africains, en mobilisant notamment des ressources du secteur privé.

- (6) L'action intitulée « Projet d'appui au secteur de l'énergie en Côte d'Ivoire » vise à ce que l'accès des populations à l'électricité soit amélioré et que l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables soient améliorés.
- (7) Conformément à l'article 17 du règlement (UE) 2015/323, il convient de recourir à la gestion indirecte pour la mise en œuvre du programme.
- (8) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union conforme aux dispositions de l'article 154, paragraphe 3, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 pour ce qui est des entités et des personnes chargées d'exécuter des fonds de l'Union en gestion indirecte, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323.
- (9) À cette fin, ces entités et personnes sont soumises à une évaluation de leurs systèmes et procédures, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046<sup>6</sup> et, si nécessaire, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 avant qu'une convention de contribution ne puisse être signée.
- (10) Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (11) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre de la mesure, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046.
- (12) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du FED institué par l'article 8 de l'accord interne .

DÉCIDE:

#### *Article premier*

##### *La mesure*

La décision de financement, qui constitue la mise en œuvre de la mesure individuelle en faveur de la République de Côte d'Ivoire (présentée en annexe), est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante:

- «Projet d'appui au secteur de l'énergie en Côte d'Ivoire».

#### *Article 2*

##### *Contribution de l'Union*

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre de la mesure est fixé à 14 000 000 EUR, à financer sur les ressources du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement.

---

<sup>6</sup> Sauf dans les cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, où la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

Les crédits indiqués au premier alinéa peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard.

### *Article 3*

#### *Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution*

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles que présentées en annexe, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées, ou sélectionnées conformément aux critères fixés, au point 5.4.1 de ladite annexe.

### *Article 4*

#### *Clause de flexibilité*

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées<sup>7</sup> des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut effectuer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 5.2.2019

*Par la Commission*

*Neven MIMICA*

*Membre de la Commission*

<sup>7</sup>

Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.